



**FRONT
DE GAUCHE**
Pour changer d'Europe



Face à la crise mobilisons-nous !

PCF

alternative socialisme
ADS
démocratie

Parti de
Gauche

gauche
UNITAIRE

La liste des candidats

- 1 - **Marie-France Beaufils** (PCF Indre-et-Loire)
Sénatrice, maire de Saint-Pierre-des-Corps
- 2 - **Patrick Charles** (ADS)
Adjoint au maire de Limoges
- 3 - **Patricia Guilhot** (PG)
Vice-Pdte du Conseil général du Puy-de-Dôme
- 4 - **Jean-Claude Mairal** (PCF - Allier),
Vice-président du Conseil régional d'Auvergne
- 5 - **Evelyne Valentin**, cadre EDF,
Présidente nationale du CE d'EDF
- 6 - **David Gipoulou** (PG - Creuse), syndicaliste
- 7 - **Yvette Mercier**, syndicaliste Michelin,
Conseillère régionale, Puy-de-Dôme
- 8 - **Bastien Joneau** (PG - Loiret), syndicaliste
- 9 - **Sylvie Dubois** (PCF - Loiret),
Responsable mutualiste, adjointe à Saran (45)
- 10- **Jean-Claude Sandrier** (PCF - Cher), député.

Ensemble le 7 juin, affirmons notre volonté d'une autre Europe. **Adressons un carton rouge à Nicolas Sarkozy, sanctionnons sa politique.**

Rompons avec cette Europe qui favorise les plus riches, oppresse les peuples, en soumettant toute activité à la loi du marché, à la rentabilité du capital.

Ensemble nous avons rejeté le Traité de Constitution Européenne. Les gouvernements des différents pays européens ont refusé de l'entendre. Le 7 juin nous pouvons reprendre la parole pour appuyer la construction d'une Europe qui privilégie la coopération entre les femmes et les hommes plutôt que leur mise en concurrence.

Disons non au retour de la France dans le commandement de l'OTAN, à la remise en cause des systèmes de protection sociale, à la casse des services publics, aux privatisations à tout va, non au chômage massif comme variable d'ajustement, non aux délocalisations sauvages et à la mise en concurrence des travailleurs, non à la désespérance des jeunes, non aux salaires de misère, au pouvoir d'achat et aux retraites laminés, non à l'inertie dans le combat pour un développement durable...

Mobilisons-nous massivement pour porter l'espoir et dire **oui** à une Europe sociale, écologique, citoyenne, démocratique, laïque, solidaire, agissant pour la paix et le bien-être du monde...

**Marie-France Beaufils,
Patrick Charles et Patricia Guilhot**

FORMATION, EDUCATION ET RECHERCHE

Coopération et pas "compétitivité"

Du Primaire à l'Université, notre circonscription subit, sous le coup des réformes Darcos et Péresse, la mise en concurrence des établissements, des formations, la détérioration des mécanismes de soutien, de solidarité et de cohérence nationale. Le Traité de Lisbonne, ainsi appliqué à l'Education et la Formation, va aggraver - compétitivité oblige ! - les difficultés de nos régions déjà victimes de cette rivalité des capitaux.



Les solidarités liant notre ruralité secouée par la PAC, nos pôles urbains à consolider, nos activités agro-alimentaires et touristiques à conforter, ont besoin d'une toute autre approche, particulièrement dans l'éducation. Une approche différente de celle, mortifère, «du marché ouvert où la concurrence est libre». A la place des pôles de compétitivité, le Front de Gauche propose des pôles de coopération et de solidarité, à haute valeur scientifique, technologique, industrielle avec une place centrale pour nos établissements de formation. Ils seront dotés de financements publics stables, durables. Des pôles véritables bases d'échanges entre chercheurs français et européens, laboratoires publics et privés dont est riche notre circonscription. Le Front de Gauche préconise donc le doublement du budget de l'Université et de la Recherche pour changer l'Europe de la Formation.

EMPLOI - INDUSTRIE

On peut stopper l'hémorragie !

Les plans dits «sociaux» se multiplient dans nos départements. Potain, fabricants de grues licencié à Moulins (Allier). C'est le cas aussi des équipementiers automobiles Valéo, Sonas et Hutchinson. Le premier supprime 46 emplois à Issoire (Puy-de-Dôme) et impose du chômage partiel dans son unité de Limoges (Haute-Vienne). Le second connaît actuellement un redressement judiciaire qui rend incertain l'avenir des sites de Bessines (Haute-Vienne) et La Souterraine (Creuse). Le troisième voudrait dégraisser les effectifs à Chalette-sur-Loing (Loiret) mais se heurte à la farouche opposition des salariés et des élus. Même situation à La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret) où le groupe Duralux a du surseoir à la fermeture du site. D'autres entreprises connaissent le chômage partiel comme Michelin (Clermont) ou Montupet (Châteauroux). Si la baisse des carnets de commande peut être parfois avancée, d'autres entreprises profitent du contexte pour supprimer des postes afin de préserver le niveau des dividendes versés aux actionnaires. Parmi les cas les plus emblématiques et le plus scandaleux, ceux de Bristol Meyers qui supprime le site de Meymac (Corrèze), celui du leader mondial de l'acier Alcan Rio Tinto qui prévoit des licenciements à Issoire, alors que ces deux multinationales réalisent des profits faramineux et Mead-Wastveco qui investit sur Châteauroux, mais sous réserve de liquider 40 % des effectifs et de réduire les accords sociaux.

La stratégie de Lisbonne arrêtée en 2000 par les chefs d'Etat européens annonçait un retour au plein emploi à l'horizon 2010. On voit où on en est ! L'exigence d'une réorientation de la politique économique européenne est posée avec force. Le rôle et les orientations de la BCE (Banque Centrale européenne) doivent être revus pour mieux financer les investissements porteurs d'emplois et de formation. Le «pacte de stabilité» doit être abandonné au profit d'un engagement concerté des états européens dans un vaste effort de relance des dépenses publiques et sociales.



Jean-Claude Sandrier

Député PCF du Cher

Ouvrir une perspective positive

"Le 7 juin, c'est vraiment un rendez-vous à ne pas manquer !

Nous devons crier notre indignation, notre écoeurlement devant l'avalanche des stock-options, des bonus, des primes, des «goldens Hello», des «retraites chapeaux», du maintien des paradis fiscaux et du bouclier fiscal...

Le 7 juin, nous avons l'impérieux devoir de montrer notre volonté de résister à ce fléau dont sont co-responsables une oligarchie de financiers et de politiciens.

Le 7 juin, nous devons choisir de construire une autre Europe. Celle de la solidarité, celle de la justice, de la liberté pour le travail mais pas pour les paradis fiscaux.

Celle qui mettra fin au dumping fiscal, social et environnemental et ne considérera plus les hommes et les femmes comme un simple moyen de se gorger de fric.

Une liste et une seule porte ce double objectif :

- **Rompre** avec un système qui a failli
- **Se rassembler** pour changer et ouvrir une perspective nouvelle de progrès social et environnemental.

Oui, une seule liste à gauche propose ce double et indispensable objectif, c'est la liste du Front de Gauche conduite par Marie-France Beaufile.

Son élection au Parlement Européen sera un pas immense pour ouvrir un nouveau chemin à l'Europe et à la France".



Yvette Mercier

«Il faut mettre en cause le pouvoir des actionnaires en donnant des nouveaux

droits d'intervention aux salariés aussi bien à l'échelle de l'entreprise, à l'échelle de la filière mais aussi sur les bassins d'emplois permettant à ces derniers d'intervenir dans les choix stratégiques».

MEETING REGIONAL : mardi 12 mai à Vierzon

avec Marie-George Buffet, Pascale Le Néouannic, Christian Picquet,

Marie-France Beaufile et Jean-Claude Sandrier à 18 h 30, salle Madeleine Sologne

ENVIRONNEMENT

La pollution libérale

Qu'un produit fabriqué à l'autre bout du monde puisse se vendre moins cher, transport compris, qu'un produit local, c'est révélateur des disparités économiques, c'est surtout c'est un scandale social et écologique :

- scandale social de l'exploitation d'une main d'œuvre sous payée ;

- scandale écologique d'un transport sans autre justification que la loi du marché.

Les objectifs fixés par les différents sommets mondiaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, assurer un développement durable, promouvoir les énergies renouvelables sont-ils réalisables dans le cadre de cette libre concurrence dont le but ne peut, par définition, que viser à la rentabilité maximale ? Rapprocher au contraire producteurs et consommateurs répond à un double objectif environnemental : Promotion d'une production vivrière moins polluante et réduction des transports.

Une politique volontariste de co-développement avec les pays émergents n'est-elle pas davantage souhaitable que de subir, par exemple, l'importation, massive et de moindre qualité, de porcelaine et viande en Limousin, pneumatiques et fromages en Auvergne ou fleurs et vins en région Centre ? C'est une autre logique économique, soucieuse de l'environnement et du facteur humain que le Front de Gauche veut promouvoir.



Evelyne Valentin :

"Si l'on veut maîtriser les contraintes des activités humaines sur l'environnement, il faut que la puissance publique maîtrise l'activité économique. L'Europe est la bonne échelle pour agir mais l'écologie n'est pas soluble dans le traité libéral de Lisbonne, clone du TCE rejeté par le peuple en 2005".



David Gipoulou

"Pas de République sans services publics, pas d'égalité sans proximité"



SERVICES PUBLICS

Notre richesse !

Exigence d'égalité, les services publics sont la part de richesse partagées, selon ses besoins, le plus possible gratuitement et financés par la redistribution des richesses via l'impôt. C'est l'exigence que les biens fondamentaux nécessaires à la vie et au progrès de l'Humanité doivent être contrôlés et gérés par la puissance publique, sous le contrôle démocratique des usagers et des travailleurs du service public.

La destruction des services publics par les politiques libérales est coordonnée en France, en Europe (directives services, transport, énergie, postale, etc.) et dans le monde par le biais de la libéralisation, la dérégulation et finalement la privatisation.

Dans nos régions la dimension rurale est forte. Ces dernières années ont été catastrophiques pour nos services publics : des milliers de suppressions d'emplois dans l'Education Nationale, au Trésor Public, la Défense (Guéret et Limoges), la Justice, le

démantèlement progressif de la Poste avec un management agressif comme à Brive (19), la Santé avec les fermetures annoncées : maternité, chirurgie, hôpitaux de proximité à Nogent-le-Rotrou ou Chateaudun (28), Mauriac (15), Ambert, Brioude (63), Issoire (41) ; le retrait du ferroviaire (lignes Paris-Montluçon-Ussel, abandon du POLT, suppressions de gares comme à St-Sébastien en Creuse), privatisation de l'énergie, fusion des services de l'agriculture et de l'équipement, etc. La Révision Générale des Politiques Publiques est l'instrument actuel du démantèlement du territoire. Mais la résistance se développe, surtout depuis la Convergence nationale issue de la manifestation du 5 mars 2005 à Guéret.

En Europe, les Services Publics doivent jouer un rôle essentiel dans la réponse aux besoins populaires et constituer une partie de ce qui devrait être un véritable modèle social européen.

INFRASTRUCTURES

... et pourtant un carrefour privilégié...

Au moment où tout le monde s'accorde à dire qu'il faut encourager le transport public ferroviaire (voyageurs et marchandises), force est de constater que nos régions restent largement ignorées des programmes de développement des infrastructures à l'échelle européenne. La logique libérale conduit en effet à privilégier les liaisons entre grandes métropoles au détriment d'une irrigation des territoires ruraux. Pour en finir avec le tout routier et les corridors de camions qui congestionnent nos territoires, il est urgent de revenir sur les directives de libéralisation du transport ferroviaire et de mettre en place une politique de transports basée sur le développement des services publics et sur la coopération européenne, soucieuse d'un transport de qualité accessible au plus grand nombre, respectant l'environnement et créant des emplois.

Limousin, Auvergne et Centre occupent une position privilégiée au carrefour des liaisons d'une part entre l'Europe centrale et les ports de l'Atlantique et, d'autre part, entre les pays de l'Europe du Nord et la péninsule ibérique. Dans le cadre d'un véritable plan de relance européen, au-delà du TGV Tours-Bordeaux et Poitiers-Limoges, le lancement de grands travaux d'infrastructures permettrait de financer des lignes à grande vitesse sur l'axe POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) et Clermont-Ferrand-Paris et la modernisation (remise à niveau des voies et électrification) des lignes Lyon-Bourges-Vierzon-Nantes et Bordeaux-Limoges-Lyon.



Bastien Joneau

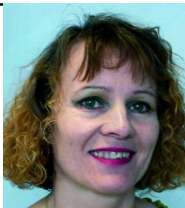
«L'Union européenne doit favoriser des modes de transport sûrs et respectueux de l'environnement dans un cadre de service public fort».

MEETING REGIONAL : mardi 26 mai à Limoges

avec Marie-France Beaufiles, Patrick Charles, André Chassaingne, Eric Coquerel,
et Christian Picquet à 20h, salle Jean Moulin

Sylvie Dubois

«*Sans harmonisation par le haut de la protection sociale, l'Europe sera celle du dumping social et de la privatisation des systèmes de santé.*»



PROTECTION SOCIALE

Une vraie richesse pour l'Europe

La Commission européenne considère que le traité de Lisbonne apporte «des réponses appropriées à la crise économique et financière actuelle, en modernisant les marchés du travail et les systèmes de protection sociale». Il s'agit en fait de soumettre les services de santé aux lois du marché capitaliste, en visant la marchandisation, la mise en concurrence et la privatisation des services. Dans ce droit fil, la réforme «Hôpital, Patients, Santé, Territoires» de Mme Bachelot, organise un transfert sur le privé des activités rentables, la concentration des recherches coûteuses dans des pôles d'excellence, des soins au rabais pour les populations non solvables. L'Union Européenne préconise une gouvernance technocratique de l'hôpital et du système de santé au détriment des syndicats, des médecins et des acteurs sociaux comme des instances élues. Cette Europe nous éloigne du progrès social. Elle installe l'Europe de la rentabilité financière, responsables de l'explosion de la crise économique et de la déflation des salaires et des dépenses publiques et sociales comme de l'enfoncement dans la récession !

Le Front de Gauche propose une politique alternative porteuse de l'accès gratuit et précoce aux soins pour tous, du développement de la prévention, d'un service public hospitalier doté de tous les moyens nécessaires tant au plan humain que financier.



Manifestation en Corrèze pour la paix au Proche Orient



AGRICULTURE

Paysans, vous méritez mieux !

Agriculteurs de cette circonscription électorale, vous avez de bonnes raisons de voter contre la politique agricole européenne pilotée par Bruxelles alors que Nicolas Sarkozy s'est désintéressé de la chose.

Eleveurs de bovins, d'ovins, de porcs et de volailles, vous avez souvent vendu vos animaux à des prix qui ne couvraient pas les coûts de production du fait de la hausse des prix des aliments à base céréales et de soja. Pourtant, une politique de stocks de sécurité à l'échelle européenne et nationale aurait permis de réduire vos coûts de production.

Producteurs de rosé, vous êtes menacés de voir vos vins de qualité concurrencés par des «bibines» issues de mélanges douteux de blancs et de rouges que la Commission européenne veut accorder aux négociants. Comme ministre de l'Agriculture, Michel Barnier a laissé passer ce projet lors d'un vote indicatif à Bruxelles le 27 janvier dernier.

Céréaliers des zones intermédiaires, vous disposeriez de revenus mieux sécurisés si un système de contractualisation des ventes de céréales pour la nutrition animale était négocié chaque année en faisant jouer la préférence communautaire en contrepartie du paiement intégral des Droits à paiement unique au lieu de vous soumettre en permanence aux fluctuations du marché.

A l'heure du bilan de santé de la PAC (politique agricole commune) et au moment où une crise alimentaire sans précédent depuis 1974 ébranle l'humanité, il faut une relance générale de la production agricole pour répondre à l'appel dramatique de l'ONU.



Jean-Claude Mairal

«*L'agriculture de nos régions, riche de sa diversité est un élément majeur pour la*

vie de nos territoires. Une PAC renouvelée doit promouvoir celle-ci en favorisant le développement d'une agriculture familiale paysanne, durable et équitable, respectueuse de l'environnement et du droit des paysans à vivre dignement de leur travail.»

MEETING REGIONAL : jeudi 28 mai à Clermont-Ferrand

avec Marie-France Beaufile, Marc Dolez, Christian Picquet, Francis Wurtz

à 20 h, à Polydome



D'Auvergne, du Centre et du Limousin, avec André Chassaigne, ils soutiennent et appellent à voter...



Un large comité de soutien s'est constitué pour appeler à voter Front de Gauche aux élections européennes. Il est présidé par André Chassaigne, député-maire communiste du Puy-de-Dôme.

"Pouvoir d'achat, précarité, licenciements, chômage partiel ou total, temps partiel, retraites insuffisantes, réformes dangereuses pour l'avenir des jeunes... Ce n'est pas le fruit du hasard. C'est bien la conséquence des choix politiques du traité de Lisbonne et fil conducteur de la politique du Président de la République. Rejetées par les Français en 2005, ces orientations libérales amplifient la crise profonde du système. Selon la composition du prochain parlement européen, ou bien la politique fera enfin le choix des hommes, ou bien elle continuera à privilégier les financiers.

Je me réjouis de la formation d'un large «Front de Gauche» réunissant le Parti Communiste Français, le Parti de Gauche, une partie du NPA en désaccord avec la ligne d'isolement décidée à son congrès et bien d'autres acteurs du mouvement social, associatif et syndical. Il traduit bien le besoin d'unité et de rassemblement, indispensables pour changer enfin les choses.

Il faut changer d'Europe, construire une Europe sociale et démocratique, respectueuse des droits et de notre environnement. Une Europe de paix, indépendante des grandes puissances.

Servez-vous de ce bulletin de vote. Comme en 2005, faisons cette démarche citoyenne de développer le débat partout !"

André Chassaigne

AUVERGNE

ALLIER : René Bardet, maire de Cusset, vice-président de Vichy Val d'Allier, CG ; Dominique Bidet, maire de Bellenaves, vice-président du CG ; Luc Bourdoux, conseiller municipal de Montluçon, conseiller communautaire, conseiller Régional ; Gérard Chégut, maire de Verneuil-en-Bourbonnais, pdt du Comité de promotion et de défense des services publics ; Jean-Paul Dufregne, Président du CG ; Marie-Françoise Lacarin, vice-pdt du CG ; Alain Lognon, maire de Beaulon, vice-pdt du CG ; Jean-Paul Mavel, syndicaliste enseignant, responsable du Parti de gauche, Vichy ; Mireille Schurch, sénatrice, maire de Lignerolles ; Pascale Semet, adjointe au maire de Cusset, conseillère communautaire, conseillère régionale ; Tabutin Michel, maire de Chazemais, vice-pdt du CG

CANTAL : Michel Leron, adj. PCF au maire d'Aurillac ; Betty Bazelle, PG ; Jean-Pierre Roume, cs PCF communautaire et municipal à Aurillac ; Denise Valat, conseillère municipale Aurillac (sympathisante PCF) ; Maria Terrade (Sansac Veinazès), ancienne secrétaire départementale PCF ; William Burias (Aurillac), secr. départemental du PCF ; Alain Cousin, maire PCF de Carlat ; Bernard Gosset et Patrick Perrier, adjoints PCF au maire d'Arpajon-sur-Cère ; Guillaume Laybros, maire PCF de Thiézac, Marinette Audrière, conseillère municipale à Mauriac ; Alain Series (Rouffiac), ancien responsable MODEF Cantal et militant PCF ; Pierre Sabatier (Chalargues), responsable MODEF Cantal et militant PCF ; Thierry Bonhoure, syndicaliste ; Serge Mazières, syndicaliste ; Claude Prat, syndicaliste ; Michel Soulié, syndicaliste.

HAUTE-LOIRE : Michelle Chaumet, syndicaliste de la Poste ; Laurent Doussin, syndicaliste enseignant ; Gilbert Ducarouge, syndicaliste enseignant ; Alain Eyraud, syndicaliste EDF-GDF ; Claude Ganne, militant altermondialiste ; Christiane Laidouni, vice-présidente du conseil régional ; Raymonde Pélissier, retraitée syndicaliste ; Michel Valentin, Secrétaire PCF43 ; Serge Vauzelle, militant mutualiste ; Jean Vérité, porte parole PG43.

PUY-DE-DOME : Tony Bernard, maire de Châteldon ; Pascal Estier, maire des Ancizes-Comps ; François Saint-André, maire de Beaumont ; Christian Sinsard, maire d'Aubière ; René Vinzio, maire de Pont-du-Château ; Richard Fraisse, président d'association ; Guy Godet, président d'association ; Michel Bouchet, syndicaliste ; Marie Scotto, syndicaliste ; Yves Achard, syndicaliste ; Michel Wienczek, syndicaliste ; Yves Carroy, conseiller régional ; Anne-Marie Doly, militante laïque et républicaine ; Claire Bellerose ; Marc Chovin, militant altermondialiste ; Bernard Favaudon, conseiller général.

CENTRE

CHER : Serge Berthelot, CG ; Jean-Pierre Piétu, CG ; Maxime Camuzat, maire de Saint-Germain du Puy, 1^{er} Vice-président du CG ; Roger Jacquet, maire de Saint-Florent-sur-Cher, CG ; Jean-Pierre Charles, maire de Graçay, vice-président du CG ; Nicolas Sansu, maire de Vierzon, vice-président du CG ; François Dumon, vice-président Région ; Jean-Michel Guérineau, vice-président Région, vice-président du CG ; Marie-Christine Baudouin, conseillère régionale ; Françoise Winckler, conseillère régionale ; Laurent Kim, secrétaire syndical départemental de l'Energie ; Pascal Poupat, responsable syndical national (SNCF) ; Gilles Marinot, Responsable syndical régional (SNCF).

EURE-ET-LOIRE : Gisèle Quérité, Conseillère régionale, Dreux, Elisabeth Calu, responsable associative, Chartres, Ivania Provost, militante altermondialiste, Chartres, Claude Gruber ouvrière syndicaliste, Lucé, Lise Pouthier, ancienne maire adjointe de Lèves, Dominique Garcia, responsable associative Chateaudun, Alain Bancharrel, Nogent-le-Rotrou, Jean Hardy, ancien maire de Chateaudun, Bernard Totée, syndicaliste, conseiller municipal de Mainvilliers, Jean-Philippe Moreau, enseignant retraité, Luisant, Serge Vidal, Ingénieur syndicaliste.

INDRE : Jacques Pallas, maire de Saint-Georges-sur-Arnon, Pdt de l'ADECRCR ; Evelynne Mélinat, Conseillère régionale ; Chantal Delanne, militante associative, CM de Châteauroux ; Véronique Garcia, responsable

mouvement associatif, CM de Déols ; Maurice Bonnet, engagé dans le mouvement sportif, maire adjoint d'Argenton ; Laurence Barrière, syndicaliste Axa, conseiller prud'homme ; Christian Boistard, responsable mutualiste, CM de Saint-Gaultier ; Claude Laubier, maire de Parnac ; Danielle Faure, syndicaliste, membre du CESR Centre ; Marcel Foulon, CM d'Issoudun, ancien Conseiller régional ; Francis Mendez, responsable syndical EDF ; Eric Bellet, mouvement culturel.

INDRE-ET-LOIRE : Michel Cosnier, maire de Château-Renault, Pdt du comité de soutien ; Martine Belnoue, VP du Conseil Général ; Jean-Michel Bodin, VP du Conseil Régional ; Jean-Marie Bonnet, fonctionnaire ; Nordine Boumaraf, kinésithérapeute ; Serge Drylewicz, Psychiatre, praticien des hôpitaux du CHRU de Tours ; Jean Fourton, Professionnel de la psychanalyse et des arts plastiques ; Patrick Harivel, comédien, syndicaliste ; Michel Jeau, Cs régional ; Ahmed Koulaksiss, universitaire ; François Lemarié, syndicaliste ; Jean-Claude Morice, dirigeant sportif.

LOIR-ET-CHER : Patrick Callu, VP com. de communes (Vendôme) ; Laurianne Delaporte, étudiante, MA (Blois) ; Jean-Claude Delanoue, cs régional, pdt de l'ADECRCR (Romorantin) ; Jean-Michel Mijeon, maire de Chissay-en-Touraine ; Odile Soules, prof. de math., CM, déléguée aggro (Blois) ; Chantal Vasco, MA (St-Laurent-Nouan) ; René Piquet, ancien député européen ; Michèle Bouhours, militante associative (Vendôme) ; Jacques Dahuron, poète et romancier ; Jean-Benoît Delaporte, dir. d'école, militant associatif (Blois) ; Bernard Flattet, pdt d'association de locataires (Vendôme) ; Didier Lemaire, enseignant retraité, resp. du comité de soutien du Vendômois ; Bernard Monteil, militant syndical et associatif ; Albert Richez, Insp. d'Académie honoraire, militant d'éducation populaire (Vendômois) communauté de communes (Vendôme).

LOIRET : Alain Romero, CM Fleury-les-Aubrais ; Michel Ricoud, cs général, cm d'Orléans ; Michel Guérin, cs général, maire de Saran ; Marc Brynholle, cs régional, MA de la Ferté-St-Aubin ; Sylvie Vauvilliers, cs régionale et cm de Gien ; Franck Demaumont, cs général et maire de Chalette ; Jacques Reboul, cs régional ; Véronique Daudin, cs régionale ; Daniel Thouvenin, maire de Villorceau ; Dominique Lebrun, cm d'Orléans ; Marie Denise Nganga, cm d'Orléans ; Max Nublât, ancien maire et cs général de Montargis.

LIMOUSIN

CORREZE : Jean Combasteil, ancien député, maire et CG de Tulle, Pdt du comité de soutien ; Christian Audouin, Pdt du groupe communiste de la Région Limousin et pdt du PNR Millevaches ; Dominique Grador, CG et 1^{er} adjointe de Tulle ; Jean-Marie Roume, pdt de l'ADECRCR Corrèze ; Nicole Chaumont, maire-adjointe de Brive ; Gilles Chazal, maire-adjoint d'Ussel ; François Bretin, maire adjoint d'Argentat ; Amélie Rivière, syndicaliste Energie, St-Mexant ; Vincent Capy, jeune agriculteur, Cublac ; Annie Chastanet, militante associative.

CREUSE : Claude Guerrier, conseiller régional, maire de St-Sulpice-le-Guérétois ; Daniel Dexte, conseiller général ; Isabelle Mazeirat, maire adjointe La Souterraine ; Vincent Labrousse, responsable syndical - Liliane Durant-Prudent, maire adjointe Guéret, responsable d'association ; Marie-Hélène Chauvat, maire adjointe Bourgneuf ; Bruno Noble, responsable associatif ; Gérard Desnos, retraité Energie ; Anne-Marie Dalbavie, demandeuse d'emploi ; Pierre Auger, cadre de direction ; Olivier Durand, professeur lycée professionnel.

HAUTE-VIENNE : Marcel Rigout, anc. ministre et Jacques Jouve, député de 1978 à 1981, les conseillers généraux : Pierre Allard (vice-pdt et maire de Saint-Junien), Guy Baudrier, Jean-Pierre Drieux (vice-pdt), Jean-Claude Fauvet, Thierry Lafarge, Nancette Mazière, Claude Pauliat, Michel Ponchut, Christian Trentalaud ; les conseillers régionaux Françoise Decan, Michel Fourgeaud (vice-pdt), Jacqueline Lhomme-Léoment et Joël Ratier (vice-pdt) ; Bernard Ebenstein MA, Josette Blanche, Francis Dauliac, Ghyslaine Gastaldin et Christiane Raffy cs municipaux Limoges ; Hughes Foubert, vice-pdt Limoges Métropole ; Eric Chalifour, PG, maire adjoint de Nieul ; Bernard Labes, syndicaliste ; Gérard Peladeix, syndicaliste.

VOTER

C'EST...



Une Europe démocratique

Ce Parlement est la seule institution européenne démocratique puisque élue au suffrage universel par les peuples de l'Union. Il faut étendre et conforter ses compétences et démocratiser les autres institutions non élues... d'autant que plus 80% des lois votées par le Parlement français sont des transpositions de directives européennes !

Une Europe sociale

Création d'un «bouclier social» pour s'opposer aux plans de licenciements et aux délocalisations. Mise en place d'un salaire minimum européen, augmentation des salaires, des minimas sociaux et des pensions. Harmonisation par le haut des dispositifs sociaux. Directive contraignante pour l'égalité salariale.

Une Europe des services publics

Arrêt de la déréglementation de l'accès à l'eau, à l'énergie, aux transports, etc. Développement de grands services publics. Tendre vers une maîtrise publique du système bancaire et de crédit. Contrôle démocratique de la Banque Centrale Européenne et réorientation de ses missions au service de l'emploi et l'investissement.

Une Europe du plein emploi

Priorité à l'emploi et à sa sécurisation, à l'égalité professionnelle entre femmes et hommes et à l'éradication de la précarité. Droits nouveaux pour les salariés dans les entreprises, interdiction des licenciements "boursiers".

Une Europe laïque, du savoir et de la culture

Doublement du budget de l'université et de la recherche. Accès à la formation tout au long de la vie professionnelle. Construire un espace démocratique européen qui garantisse la liberté de conscience et l'égalité des citoyennes et des citoyens, quelles que soient leurs convictions philosophiques et religieuses.

Une Europe écologique

Politique commune de l'énergie sous maîtrise publique : énergies renouvelables et propres, économies d'énergie, développement du transport ferré et fluvial. Plan climat européen pour réduire d'ici 2025 de 25 % les gaz à effet de serre.

Une autre Europe agricole

Soutien à une agriculture de qualité et à la souveraineté alimentaire en faisant de la PAC un instrument de réel soutien des prix agricoles et de rémunération du travail paysan dans le plein respect de l'environnement. Maintien du moratoire sur les OGM.

Une Europe de la paix

Une politique de sécurité commune et indépendante, dégagée des contraintes de l'OTAN et oeuvrant pour le règlement pacifique des conflits dans le monde, en particulier au Proche-Orient.

Une Europe de la solidarité

Respect des droits fondamentaux des personnes issues de l'immigration, régularisation des «sans papiers», droit de vote et d'éligibilité aux élections locales et européennes. Rééquilibrage des rapports Nord-Sud, élaboration d'un vrai projet de coopération et de solidarité avec les peuples de la Méditerranée, de l'Afrique et de l'ensemble du Tiers Monde basé sur le co-développement.